



29 octobre 2018

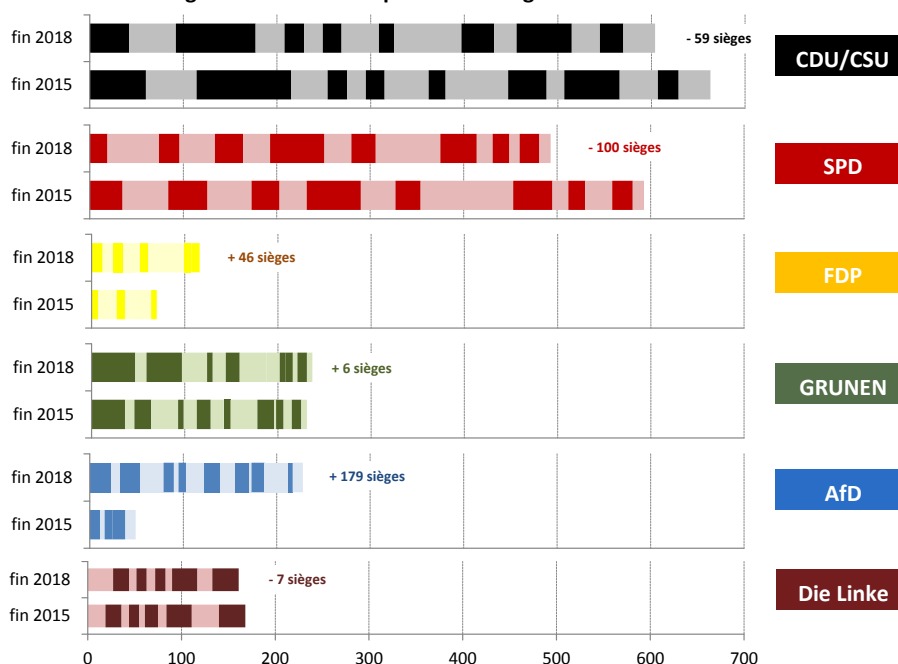
La grande coalition sous pression

Les résultats des élections régionales dans la Hesse sonnent, après celles de Bavière, comme un nouveau revers électoral pour les grands partis historiques allemands. Avec 27% des suffrages, le CDU, bien qu'il conserve la tête, cède plus de 11% des voix en comparaison avec le précédent scrutin de 2013. Pour le Parti Social Démocrate (SPD), la sanction est d'une ampleur similaire. Sur le même schéma, qui se répète désormais d'élection en élection, le parti Alternative für Deutschland (AfD) tire son épingle du jeu et récolte plus de 13% des suffrages, gagnant ainsi une représentation au parlement régional avec 19 députés élus. Au-delà de ce scrutin régional, c'est bel et bien à une recomposition du paysage politique auquel nous assistons en Allemagne. La coalition actuellement au pouvoir au niveau fédéral, regroupant le parti démocrate-chrétien (CDU), l'Union Chrétienne Sociale (CSU) ainsi que le parti socio-démocrate (SPD), paraît plus que jamais fragilisée. Cette énième déconvenue pourrait pousser le SPD à quitter la coalition au pouvoir et précipiter la fin du gouvernement actuel. Dans la matinée, en réaction à ce résultat, Angela Merkel a annoncé qu'elle ne briguerait pas un nouveau mandat à la tête de son parti.

Evolution de la composition des parlements régionaux

« Le résultat du scrutin d'Hesse confirme une tendance de fond, un changement progressif dans le paysage politique allemand, avec la perte de vitesse des deux grands partis historiques, la CDU/CSU et le SPD, au profit de l'AfD ».

Nombre de sièges cumulés aux 16 parlements régionaux allemands



Nouvelle déconvenue aux élections régionales dans la Hesse

« La CDU et le SPD perdent à eux deux plus de 20% des suffrages »

➤ Ce week-end, les élections dans le Land de la Hesse ont sonné comme un nouveau coup de semonce pour la coalition au pouvoir au niveau fédéral en Allemagne. Le parti démocrate-chrétien (CDU) et le parti socio-démocrate (SPD) apparaissent une fois encore comme les grands perdants de cette séquence d'élections régionales Outre-Rhin. A l'issue du scrutin de ce week-end, le parti d'Angela Merkel, la CDU, cède près de 11% des suffrages relativement à l'élection de 2013, en conservant toutefois la tête avec 27% des votes exprimés, un score lui assurant une représentation de 40 députés au parlement. Le SPD, de son côté, arrive en troisième position derrière les verts en cédant également plus de 10% des suffrages relativement à 2013, avec 19,8% des votes exprimés. Les grands gagnants de ce scrutin apparaissent être, comme en Bavière, le parti des verts (Grünen), gagnant 15 sièges de députés supplémentaires, et le parti *Alternative für Deutschland* (AfD), qui fait son entrée au parlement de la Hesse avec 19 députés. A l'issue de ce scrutin, deux choix s'offrent à la CDU : prolonger la coalition majoritaire au pouvoir depuis 2013 l'associant aux Verts, ou constituer une nouvelle coalition avec le parti social démocrate.

A l'image des scrutins régionaux des dernières années (*Bavière, Basse Saxe, Rhénanie du Nord, Sarre, Schleswig Holstein...*), la montée en puissance du parti AfD dans le paysage politique allemand est spectaculaire. Sur les différentes élections régionales qui se sont succédées depuis le début de l'année 2016, l'AfD a ainsi glané 179 sièges de députés, pour leur grande majorité aux dépens des deux grands mouvements historiques de la CDU/CSU et du SPD. Au niveau régional, la déformation du paysage politique et la montée de l'AfD commence à avoir certaines répercussions sur la formation des coalitions majoritaires, même si les partis historiques refusent systématiquement d'envisager une quelconque coalition avec l'AfD. Elle a néanmoins poussé à la formation de coalitions parfois « tricolores » nécessaires pour l'atteinte d'une majorité. Ce fut le cas dans la région de Saxe-Anhalt, où la coalition sortante entre la CDU et le SPD s'est élargie à l'issue des élections de 2016 en une coalition tripartite incluant également les verts. En Bavière, cette recomposition du paysage politique s'est traduite par la perte par la CSU de sa majorité absolue en nombre de sièges au parlement et par son pire score depuis 1950. La CSU se doit désormais de trouver un partenaire pour établir une coalition de gouvernement.

Tensions au niveau fédéral

« La coalition entre le SPD et la CDU/CSU plus fragile que jamais »

➤ Ces résultats électoraux successifs illustrent l'hémorragie à laquelle font face les conservateurs et les sociaux démocrates, menaçant d'attiser les tensions au sein de la grande coalition entre la CDU/CSU et le SPD au pouvoir au niveau fédéral. De nombreux cadres du SPD voient dans ces résultats régionaux autant de votes sanctions vis-à-vis de la politique fédérale menée par Angela Merkel. Dans le camp social démocrate, des voix plaident pour un retour du SPD dans le camp de l'opposition. Andrea Nahles, présidente du SPD, a ainsi réuni ce lundi la direction de son parti afin de décider du devenir de leur partenariat avec le parti d'Angela Merkel et indique souhaiter un plan pour la continuité de cette coalition. De son côté, Angela Merkel a annoncé, comme réaction à ce vote, qu'elle ne se représenterait pas au poste de présidente de son parti aux prochaines élections et qu'elle quitterait la vie politique à l'issue de son mandat de chancelière en 2021. L'année 2019 s'annonce d'ores et déjà à hauts risques pour le gouvernement fédéral. 5 élections régionales (*Brandebourg, Brême, Hambourg, Saxe et Thuringe*) pourraient sonner comme autant de répliques aux résultats de ce mois d'octobre, contribuant à fragiliser encore un peu plus la coalition fédérale. En cas de rupture de cette coalition, de nouvelles élections législatives et un départ anticipé d'Angela Merkel ne seraient pas à exclure.

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs des droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.